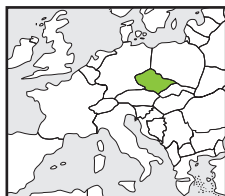


Un changement est nécessaire



Le pays dépend de plus en plus des exportations vers les pays voisins alors que le déficit annuel ne semble pas avoir diminué. Le Gouvernement insiste pour mettre en place un modèle néolibéral non durable qui sape le bien-être social et il refuse de prendre en considération des politiques à long terme. À l'heure actuelle, la République Tchèque est confrontée à des menaces telles que l'appauvrissement de groupes sociaux appartenant à la classe moyenne et des personnes à faible revenu, l'augmentation du chômage et l'inégalité croissante de genre. La perte de la biodiversité et la pollution radioactive sont quelques-uns des défis environnementaux devant être évalués de manière immédiate. L'engagement croissant de la société civile vis-à-vis de ces questions donne l'espoir de trouver une réponse à cette quête de changement.

Éditeur

Tomáš Tožička (Ekumenická akademie, Prague)

Économie

Iřona Švihlíková (Alternativa zdola)

Genre

Marcela Adamusová (Forum 50 %)

Linda Sokařová (Gender Studies, o.p.s.)

Kateřina Machovcová, (Evropská kontaktní skupina R)

Écologie et énergie

Milan Štetanec (Nesehnutí)

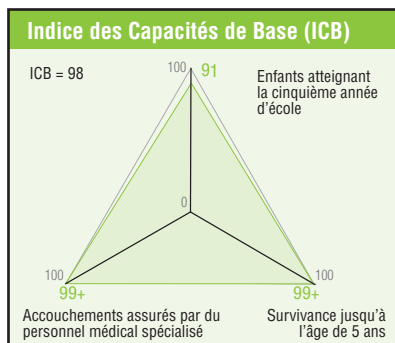
Milan Smřz (eurosolar.cz)

La République Tchèque dépend de plus en plus de l'économie de ses voisins, notamment de l'Allemagne. Les exportations du secteur industriel qui ont augmenté de 10,5 % en 2010, ont produit une croissance du PIB de 2,3 % selon les données préliminaires du Bureau tchèque des statistiques (*Czech Statistical Office - SÚ*) mais les années précédentes font apparaître un déficit commercial avec des pays n'appartenant pas à l'Union européenne et le grand déficit en rapport avec la Chine dépasse largement l'excédent avec l'Allemagne. Les véhicules à moteur sont toujours le principal produit d'exportation et ils produisent le surplus le plus élevé ; par ailleurs, le déficit provient notamment de l'importation de pétrole et de gaz naturel, mais aussi des produits pharmaceutiques¹.

Cette économie déséquilibrée semble se trouver pratiquement au bord du gouffre, tout spécialement concernant les secteurs de la population les plus vulnérables. Une déclaration récente du Gouvernement indiquerait que celui-ci ait décidé de poursuivre les réformes néolibérales sans tenir compte des questions sociales². En fait, le Gouvernement ne perçoit pas les risques évidents de cette stratégie car il ne tient aucun compte des facteurs qui l'ont poussé au désordre de l'économie et à la diminution des obligations fiscales des secteurs de la population à plus haut revenu. Menacé par l'exemple grec et par une possible banqueroute, le Gouvernement a réussi à prioriser la restriction de la dette et il est notamment centré sur la réduction des dépenses sociales. Par conséquent, il laisse de côté des questions importantes comme

1 Bureau tchèque des statistiques, *Ekonomické Údaje Za Rok 2010, produkce, obchod, zaměstnanost*, (2010). <[www.vlada.cz/cz/jednani-vlady/programove-prohlaseeni/programova-prohlaseeni-74856/](http://czso.cz/csu/tz.nsf/i/prezentace_ekonomicke_udaje_za_rok_2010/$File/ekonomicke_udaje_2010_070211.ppt)>

2 Disponible sur : <www.vlada.cz/cz/jednani-vlady/programove-prohlaseeni/programova-prohlaseeni-74856/>



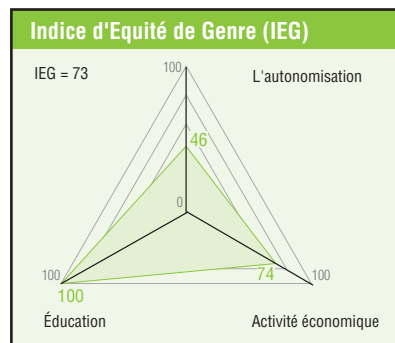
le chômage (7,0 % au 4^{ème} trimestre 2010, selon les estimations de l'OIT et 8,9 % selon le ministère du Travail et des affaires sociales), l'inégalité de genre et les menaces environnementales (telles que l'empoisonnement radioactif et la perte de la biodiversité).

Réduction budgétaire et corruption incessante

Depuis le début de la crise mondiale de 2008-2009, la stratégie du Gouvernement a été de réduire les dépenses sociales. Ces réductions ont été présentées comme des réformes, mais les réductions des dépenses ne sont pas accompagnées d'une nouvelle conception du système social de la République tchèque. En outre, ces réductions n'ont pas été étayées par des analyses d'impact, même si l'on sait que la plupart des mesures mises en place auront une incidence, notamment sur les groupes à faible revenu et la classe moyenne. Voici un signe de la tendance persistante à ne pas vouloir considérer les dépenses sociales comme un investissement pour le futur développement de la société.

Les réductions touchent également les allocations parentales et les aides pour les handicapés. En outre, tout indique que les subventions pour la prestation de services sociaux, comme par exemple les subventions dénommées «prise en charge précoce» destinées à aider les familles avec des enfants handicapés aient diminué³. Ceci aura un fort impact négatif sur les familles monoparentales, notamment sur celles dirigées par des femmes. Cependant, même avant l'existence de ces changements, les statistiques révélaient que 40 % des familles mono-

3 Středisko pro ranou péči, *Šetření na nepravém místě může ovlivnit poskytování služby rané péče*, (2011), <www.ranapece.eu/index.php?id=43>



parentales avec des enfants étaient menacées par la pauvreté et les mauvaises conditions de vie; environ la moitié de ces familles se trouve 1,5 fois en dessous des moyens minimum de subsistance. Dans l'avenir, il faudrait s'attendre à une augmentation de la population menacée par la pauvreté.

La chute des salaires et l'augmentation des vagues de licenciements dans le secteur public, qui touchent un grand nombre de femmes, est une autre étape dans le cadre des « réformes ». Outre l'augmentation des chômeurs, cette mesure impactera fortement sur le niveau des pensions et sur l'aide financière destinée aux enfants des femmes qui travaillent dans le secteur public.

De plus, la corruption qui sévit tout au long de la filière des contrats publics, surcharge le budget de l'État de dizaines de milliards de CZK par an, même d'après les estimations les plus optimistes⁴. Un ministre a dû démissionner parce qu'il était suspecté de corruption ; un autre membre du Gouvernement a été suspecté de manœuvres illicites pendant la présidence tchèque de l'Union Européenne. Les problèmes d'évasion fiscale internationale ne sont presque pas pris en compte; l'attention est centrée principalement sur les petits entrepreneurs évadeurs d'impôts, en premier lieu ceux appartenant à la communauté vietnamienne⁵. Par ailleurs, et malgré les critiques reçues des ONG depuis plusieurs années, le serveur du gouvernement Businessinfo.cz offre des informations qui facilitent l'évasion fiscale internationale.

4 Voir : <denikreferendum.cz/clanek/8192-ekonom-pavel-kohout-do-jara-z-vlastni-vule-opusti-nerv>

5 *NašePeníze.cz, Vietnamští obchodníci způsobují miliardové daňové ztráty*, (7 avril 2011), disponible sur : <www.nasepenize.cz/vietnamsti-obchodnici-zpusobuji-miliardove-danove-zraty-7093>

Genre : femmes sous-représentées

Lors des élections de mai 2010, grâce au scrutin proportionnel (qui a permis de voter pour quatre candidats de la liste d'un parti et de les faire remonter ensuite sur la liste), les femmes ont gagné 12 sièges supplémentaires à la chambre des députés par rapport à ceux qu'elles auraient pu obtenir à partir des listes conçues par les partis politiques. De toutes manières, les femmes sont insuffisamment représentées dans les postes les plus importants pour la prise de décisions.

En ce qui concerne le pouvoir judiciaire, par exemple, alors que dans l'ensemble il y avait plus de femmes que d'hommes (environ 20 % en moyenne à long terme), leur représentation diminue dramatiquement au niveau de la hiérarchie supérieure. Outre la Hongrie, la République Tchèque est le seul pays de l'Union européenne dont le gouvernement ministériel n'est composé que d'hommes.

Détérioration de la situation des immigrants

L'insatisfaction répondant à la crise et l'augmentation des coûts pour la classe moyenne et la population à plus faible revenu ont accru les tensions sociales. Le respect du contrat social devient de plus en plus difficile alors que l'inégalité croissante de la distribution des revenus entraîne une recrudescence de la xénophobie, du racisme et la dégradation de la solidarité sociale. De ce fait, la crise économique a provoqué une attitude négative plus radicale contre les immigrants, et plus particulièrement contre les femmes.

Les problèmes que les immigrants doivent affronter quant à l'assurance santé de leurs enfants n'en sont qu'un exemple. Un employé étranger a droit au système de la sécurité sociale mais, si aucun des deux parents ne sont résidents permanents en République Tchèque, leurs enfants ne peuvent pas être assurés avant la naissance et les soins médicaux reçus à la maternité des hôpitaux doivent être réglés en espèces. En cas de problèmes de néonatalogie, les compagnies d'assurance peuvent même refuser d'en octroyer une⁶. Dès le début, une femme entrepreneur étrangère est limitée au système d'assurances commerciales et elle peut passer un contrat avec une compagnie d'assurances pour l'accouchement et les soins postnataux immédiats en payant des frais supplémentaires (environ le double d'un salaire moyen).

Environnement: abattons les arbres, construisons des centres commerciaux

La protection de l'environnement est une autre question cruciale pour la République tchèque. Début 2010, une nouvelle loi sur la préservation de la nature et le paysage est entrée en vigueur et a réduit la protection des arbres et d'autres espèces pour l'industrie du bois. Étant donné que l'autorisation des autorités locales n'était plus nécessaire, des villages, des villes et même des rues entières ont subi un abattage extensif. En 2010, le ministère de l'Environnement n'a publié aucun décret destiné à réduire cet état de choses⁷.

D'autre part, le ministère de l'Agriculture a tenté – à plusieurs reprises et en dépit des manifestations des organisations écologistes et des petites sociétés de l'industrie du bois – de transmettre le concept « adjudication des forêts » dans les forêts domaniales (17 % de la surface du territoire) ce qui favorise les grandes sociétés de l'industrie du bois, en orientant les fonctions publiques des forêts administrées par l'État (loisirs, protection contre l'érosion, rétention d'eau, écosystèmes pour les plantes et les animaux) vers la production de bois et le profit.

Malgré la crise économique persistante, la construction de grands centres commerciaux s'est poursuivie en République tchèque, détenant ainsi le chiffre record *par habitant* de centres commerciaux dans toute l'Europe centrale et l'Europe de l'est⁸. Pendant les sept dernières années, les chaînes de magasins se sont énormément développées et 80 000 parkings ont été construits ; soixante trois pour cent de ces parkings l'ont été dans des secteurs non développés (terres destinées aux cultures, champs, prairies et vergers), et les arbres ont été abattus dans 62 % des cas, entraînant ainsi pour 25 % de ces secteurs des incidences négatives sur des zones environnementales protégées (aussi bien pour garantir la stabilité écologique que pour protéger les biotopes des animaux)⁹. La disparition des petites épiceries, le débordement des centres commerciaux en rase campagne, le dépeuplement des centres urbains et davantage de voitures particulières en circulation sont quelques-unes des conséquences de l'expansion illimitée des chaînes de magasins.

Tournant à 180 degrés pour les sources d'énergie renouvelables

L'importance des énergies renouvelables n'est pas abordée de manière adéquate dans le cadre stratégique pour le développement durable, ratifié par le Gouvernement en 2010, bien que cette importance

soit évidente si nous considérons qu'elle lie les principes des mesures adoptées sur le climat à la diminution de l'importation d'énergie et à la diminution des coûts externes du système énergétique actuel.

En 2010 l'État a décidé de stopper la mise en marche d'usines d'énergie photovoltaïque. Il semblerait que, dans l'avenir, seules des installations de 30 KW maximum seront autorisées, ce qui signifie un frein important au développement de la génération de cellules photovoltaïques. D'autre part, de nouvelles démarches ont été entreprises pour achever la construction de l'usine d'énergie nucléaire de Temelin. Il est prévu que la construction se termine en 2025 et l'usine devrait être opérationnelle jusqu'en 2070.

La dernière mine d'uranium en Europe centrale, située à Rožná, est toujours opérationnelle et elle continuera à l'être au moins jusqu'en 2013. La mine aurait dû être fermée, mais le Gouvernement a décidé qu'elle resterait en activité. La situation des habitations contaminées par du radon à proximité des vieilles mines d'uranium (par exemple à Jáchymov) n'a toujours pas été résolue.

Réaction des citoyens

Le mouvement ProAlt, une initiative citoyenne qui critique les réformes proposées et les alternatives de soutien, est né pour apporter une réponse aux politiques insensibles du Gouvernement au niveau social. ProAlt rassemble des individus de toutes les professions, générations et styles de vie qui s'opposent aux réductions généralisées effectuées sans état d'âme. Le mouvement « Alternative zdola » encourage la participation des citoyens à la vie politique ainsi qu'à la vie économique des communautés à travers des consultations, l'éducation, la création de réseaux et les actions politiques.

La campagne de la « esko proti chudob » (République Tchèque contre la pauvreté), met constamment l'accent sur le besoin d'augmenter l'efficacité de la coopération pour le développement et critique l'incapacité du pays de respecter sa promesse d'augmenter les ressources de l'Aide publique au développement (APD). La standardisation graduelle et la transparence accrue sont un aspect positif de la coopération pour le développement de la République tchèque. Une des contributions de l'APD tchèque est centrée sur les ressources d'énergie renouvelables pour les régions pauvres.

L'augmentation de la participation de la société civile en politique donne au moins quelque espoir : la population exigera la remise en ligne des politiques et sa colère ne se retournera pas contre les plus pauvres, accusés par l'élite politique d'être les responsables du gaspillage et de l'endettement de l'État. La participation de la population, centrée sur la sphère politique corrompue qui est financée par le capital mafieux, est l'une des dernières chances de pouvoir assurer la démocratie avec un minimum de réglementations sociales. ■

6 Inbáze Berkat est chargé de gérer un cas particulier. Voir : <www.inbaze.cz/index.php?option=com_content&view=article&id=185&catid=52>.

7 Ekolist.cz, *Trvá období téměř volného kácení stromů. Chybí novela vyhlášky*, (Prague : 2010), <ekolist.cz/cz/zpravodajstvi/zpravy/zacina-obdobi-temer-volneho-kaceni-stromu-chybi-novela-vyhlasaky>.

8 Hospodářské noviny, *Diskontům a hypermarketům se daří i v krizi*, (30 mars 2010), <hn.ihned.cz/c1-42048630-diskontum-a-hypermarketum-se-dari-i-v-krizi>.

9 Voir : <hyper.cz/soubory/vyzkum-2003-2009.pdf>.